

par Jocelyn Maclure
pour le comité éditorial

Éditorial

La signature des *Cahiers du 27 juin*

La pertinence d'une nouvelle revue dans le monde des idées au Québec ne saute pas aux yeux. Plusieurs s'occupent déjà à nourrir, interroger et provoquer ceux et celles qui croient en l'importance des idées. Cet espace n'est pas saturé pour autant. Ces publications, parmi lesquelles on en trouve d'excellentes, sont parfois scientifiques, donc résolument tournées vers la recherche et l'université, parfois bien campées dans une idéologie ou un parti pris particuliers ou parfois (et souvent à la fois) menées par des membres d'une génération donnée. Plusieurs facteurs nous ont convaincus qu'une couleur manquait à ce paysage déjà bien nanti. Il nous semble tout d'abord qu'il n'y a pas suffisamment de lieux où se fréquentent et s'entre-croisent véritablement la réflexion et l'action, les idées et les pratiques sociales. Plusieurs revues se penchent sur des enjeux et des problèmes qui guettent la société québécoise et l'ensemble des sociétés contemporaines, mais combien d'entre elles se situent vraiment à l'intersection de la théorie et de la *praxis*? La majorité des revues d'idées existantes, même les plus stimulantes, sont produites par des intellectuels pour des intellectuels. Or, il y a une différence, à laquelle nous tenterons de donner chair, entre des intellectuels qui réfléchissent sur des enjeux concrets à partir de perspectives théoriques et une contamination mutuelle ou élucidation réciproque entre les idées et l'action sociale. Il n'est nullement dans notre intention de refaire ici la critique de la tour d'ivoire universitaire ni de remettre en doute la pertinence des revues d'idées au sens plus traditionnel du terme. Il nous semble toutefois qu'une revue animée par un dialogue authentique entre les théoriciens et les praticiens — les personnes de réflexion et celles d'action, à défaut de meilleurs termes — est susceptible de jeter un éclairage nouveau sur la société québécoise contemporaine et, ce faisant, de participer à sa transformation.

Les *Cahiers du 27 juin* publieront donc des textes écrits certes par des intellectuels, des artistes, mais aussi par des professionnels, des intervenants, des militants et des gens qui œuvrent sur le terrain mais n'ont pas nécessairement l'habitude de prendre la plume. Ces deux profils d'auteurs ne sont rien de plus que des types idéaux car, en réalité, les personnes en chair et en os sont rarement des personnages de Dostoïevski: elles ne cessent pas de penser lorsqu'elles foulent le sol de l'action concrète, et vice versa. Nous avons bon espoir de favoriser l'interpénétration, dans les pages de la revue, entre la sagesse pratique, les savoirs locaux et empiriques, les efforts de synthèse, la vulgarisation scientifique, la pensée critique et la volonté de transformation sociale. La revue aspire à devenir un relais, un lieu de passage

et d'arrimage entre des voi(es)x à la fois différentes et complémentaires. Nous voyons en effet ceux et celles qui contribueront aux *Cahiers* comme des passeurs, des échangeurs qui s'approprient certaines idées, les mettent en relief et les redirigeront, transformées, vers d'autres consciences civiques. La revue veut devenir, en bref, un coffre à outils dans lequel des citoyens préoccupés par des problèmes particuliers viendront piger des idées pour comprendre et agir sur le réel¹. Comme il sera indiqué à la fin de cet éditorial, une série d'entrevues sera aussi lancée afin de réunir des citoyens aux profils divers et d'ainsi contribuer à la diffusion, au partage et à la confrontation des idées.

Une deuxième raison nous a convaincus de la pertinence de fonder ce nouveau lieu d'expression : chaque génération doit participer à la réinstitution imaginaire et politique de la société. En guise de justification de la création de *Cité libre*, Gérard Pelletier écrivait en 1951 :

Nous avons pensé que toutes les générations retrouveraient indéfiniment devant elles la même montagne d'obstacles à moins que tour à tour chacune ait l'audace de la grignoter un peu. Plutôt que d'ergoter sur nos faiblesses avec des airs supérieurs ou désespérés, nous avons résolu de nous mettre à l'œuvre, quitte à souffrir les tout premiers de nos insuffisances².

Nous ne pensons pas autrement. Au début du XXI^e siècle, les obstacles différents, mais la montagne demeure. Les animateurs des *Cahiers* sont nés autour du début des années 1970. Le début de l'âge adulte s'étirant toujours un peu plus et prenant différentes formes, cette génération débute à peine à s'investir professionnellement, politiquement et intellectuellement dans le devenir de la société québécoise. Cette implication n'est ni tardive ni précoce, elle arrive à point nommé. En effet, cette génération qui se prépare lentement à prendre les guides de la société québécoise et à en assurer le développement a peu ou prou d'influence à l'heure actuelle sur la définition de ses orientations collectives. Nous espérons que les *Cahiers* pallieront, modestement et partiellement, ce déficit.

Dissipons toutefois dès maintenant deux malentendus qui ne tarderont pas à se manifester. D'abord, les *Cahiers* ne publieront pas uniquement des textes écrits par les membres de cette génération. La revue ne sera pas un ghetto. La compréhension de la société québécoise contemporaine et, forcément, de son passé ne peut émaner que d'un dialogue intergénérationnel. Nous sommes arrivés au monde alors que se refermait, au dire de certains, le chapitre de la Révolution tranquille. Nous n'avons pas connu la transition entre l'identité canadienne-française et l'identité québécoise : nous avons été socialisés comme Québécoises et Québécois. Nous sommes reconnaissants à l'égard des pères et des mères de la Révolution tranquille (nos grands-parents), nous ne considérons pas les *baby-boomers* présentement au pouvoir (nos parents) comme des opposants ou des ennemis et nous avons observé de près la génération X, un peu à l'image du cadet qui scrute les faits et gestes de son frère aîné, sans toutefois en faire partie. Nous sommes prêts à collaborer avec toutes les générations. L'équité intergénérationnelle est pour nous une valeur fondamentale, mais le conflit entre les générations ne sera pas le prisme à travers lequel nous analyserons la société. Bien que la revue soit conçue et dirigée par des gens qui ont présentement entre 25 et 35 ans, ses pages sont cordialement ouvertes à tous et à toutes. Nous souhaitons certes encourager ceux

et celles qui ont un accès limité aux pages des revues savantes et des journaux à nous soumettre des textes, mais nous sommes d'abord et avant tout à la recherche d'un choc des idées et des perspectives, donc d'une dynamique d'échange entre et à travers les générations.

Deuxième malentendu à dissiper : les membres d'une génération ne marchent pas à la même cadence et ne chantent pas à l'unisson. Une génération, comme toute forme d'appartenance, n'est jamais monolithique, c'est-à-dire qu'elle doit composer avec une diversité qui lui est intrinsèque. La différence s'anime toujours au cœur de l'identité. Des différences de genre, d'ethnicité, de classe sociale et d'identification professionnelle, d'orientation sexuelle, de valeurs et d'allégeance politique segmentent chacune des générations. Il n'est donc nullement question ici de prétendre représenter cette génération à laquelle nous appartenons. L'ère de l'intellectuel comme conscience représentative est bel et bien révolue. Les animateurs des *Cahiers* eux-mêmes ne s'entendent pas sur tout, ne communient à l'autel d'aucune idéologie commune et n'ont pas l'intention de taire les divergences qui poindront dans le détour d'un texte ou d'une discussion.

Nous nous rapportons néanmoins à des référents symboliques et politiques qui nous sont propres. Ces repères ne sont pas le marxisme, les mouvements de décolonisation et les luttes de libération nationale, Mai 68, la guerre froide, la guerre du Viêt-nam, mais davantage la chute du mur de Berlin, l'implosion de l'Empire soviétique et l'émergence d'un monde multipolaire, la place Tianan men, la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, les conflits infraétatiques et les projets génocidaires en Bosnie et au Rwanda, la crise écologique, l'accélération de la mondialisation, la fragilisation de l'État-nation, le néolibéralisme, l'accroissement des inégalités, les confrontations de Seattle et, plus récemment, la secousse du 11 septembre 2001. Au Québec,

Nous sommes d'abord et avant tout à la recherche d'un choc des idées et des perspectives, donc d'une dynamique d'échange entre et à travers les générations.

les phénomènes et événements qui ont fait de nous des citoyens sont les échecs constitutionnels de Meech et de Charlottetown, la crise d'Oka, le choc référendaire de 1995 et les déclarations de Jacques Parizeau, la transformation incertaine du projet souverainiste, les crispations postréférendaires du fédéralisme canadien, le Sommet des

Amériques à Québec, mais aussi le métissage culturel grandissant et les effets de la loi 101. Nous n'avons pas eu l'expérience consciente de la Révolution tranquille, de la Crise d'octobre, de l'élection du premier gouvernement du Parti québécois, de la formulation de la loi 101, du référendum de 1980 et de la morosité qui s'en suivit. Ces repères, vécus et interprétés différemment par tout un chacun, ont façonné la subjectivité, c'est-à-dire la conscience de soi, des autres et du monde, des animateurs des *Cahiers*. C'est à partir d'eux qu'ils réinterpréteront la réalité québécoise.

Les orientations générales des Cahiers

Nous entendons accorder une attention toute spéciale aux contributions qui mettront en question et revisiteront des évidences, certitudes, présupposés et autres non-dits qui meublent, asphyxient parfois, l'espace communicationnel québécois. Ceci dit, la compréhension d'une situation particulière se fait toutefois toujours à partir d'une structure de sens préexistante. La transformation sociale n'émerge pas d'un *vacuum*. Il ne s'agit donc pas de faire table-rase du passé et de repartir à neuf. Il y eut un temps pour le refus global et ce temps est révolu. Nous nous situons davantage dans l'optique du chantier déjà en cours que dans celui de la déconstruction permanente. Les idées, représentations, espoirs, structures et institutions qui nous ont été légués en héritage nous serviront de matériaux dans le travail toujours à reprendre de reconstruction et de réfection de la société québécoise.

Certains diront sans doute que cette attitude plus réformiste que révolutionnaire manque de radicalisme, d'ambition, voire d'imagination. D'autres ajouteront peut-être que cette attitude consiste à jouer le jeu, à faire la part trop belle aux pouvoirs dominants et, par le fait même, à participer à la production et à la reproduction des inégalités. Nous ne remettons pas en cause la pertinence des discours plus radicaux qui s'opposent de façon catégorique aux structures du pouvoir. Cette posture ne saurait toutefois être suffisante. Il faut d'une certaine manière presque toujours jouer le jeu pour en changer les règles et les objectifs. Peut-être cette proximité avec les relations de pouvoir existantes nous empêchera-t-elle de voir les structures cachées et insidieuses d'un pouvoir global, mais, autant que nous sachions, personne n'a encore réussi à débusquer les mécanismes de production de ce système de domination et à proposer un type de société soulagée de toute forme d'inégalité. Nous serons conséquemment comblés si les idées et les propositions formulées dans ces pages servent à faire quelques progrès dans la résolution de problèmes ponctuels et bien circonscrits. Il ne faut pas sous-estimer l'effet global de la multiplication des transformations locales et sectorielles. Bien que cette attitude pragmatique, attentive à la complexité et à la fragilité des choses, ne puisse être confondue avec ce que l'on appelle la gauche radicale (certains mouvements anarchistes et/ou antimondialisation par exemple), nous nous situons néanmoins dans la mouvance multiforme de redéfinition de la gauche qui est déjà en cours. Nous espérons entre autres que les Cahiers puissent alimenter et affûter la conscience civique et critique des citoyens préoccupés par le devenir de leur société. La démocratie se fonde d'abord et avant tout sur l'absence de certitudes absolues sur lesquelles la communauté politique pourrait s'édifier. Nul besoin de se réunir, de débattre et de délibérer si la science, l'idéologie, l'histoire et la religion nous fournissent déjà toutes les réponses. En l'absence de telles certitudes, le débat est sans cesse à reprendre et les progrès sont presque toujours partiels et précaires. Loin des conflits de chapelle, notre optique est d'abord et avant tout démocratique.

Nous croyons que la Charte québécoise des droits et libertés de la personne contient les germes de la société juste, égalitaire et démocratique qui nous sert d'horizon d'attente.

Nous croyons à cet effet que la *Charte québécoise des droits et libertés de la personne*, adoptée à l'Assemblée nationale le 27 juin 1975, contient les germes de la société juste, égalitaire et démocratique qui nous servira d'horizon d'attente. Notre charte comporte un ensemble de droits politiques, sociaux et économiques qui correspond assez bien aux positions fondamentales de la revue. Par contre, cette charte méconnue se veut aussi malheureusement le symptôme d'un mal plus profond : ses valeurs et principes, qui doivent en théorie aiguillonner les grandes orientations collectives de l'État québécois, demeurent largement abstraits et symboliques. Le Québec n'a peut-être pas sabordé tous ses idéaux social-démocrates, mais il faut bien reconnaître que la logique marchande, la course à la croissance économique, les contractions corporatistes et la propension à la centralisation du pouvoir entravent et retardent la concrétisation des principes de sa charte. Les Cahiers souhaitent ramener à la surface ces valeurs contredites par l'intransigeance du marché, la défense d'intérêts strictement particularistes et le paternalisme de l'État et, ce faisant, contribuer à mieux faire connaître l'esprit de la *Charte*.

La revue ne sera pas pour autant un outil de promotion de la *Charte*. D'abord, il n'est nullement dans notre intention d'encourager la fâcheuse mais constante subordination du politique au droit. Ensuite, comme en témoigne notre dossier sur l'environnement, les thèmes abordés dans la revue débordent largement des enjeux explicitement soulevés par la *Charte*. De plus, il ne suffit pas de prescrire un retour à la *Charte* pour guérir tous les maux du Québec contemporain. Pour ne prendre qu'un exemple, notre charte ne nous dit pas comment penser la place, les droits et les devoirs des Premières Nations et de la minorité nationale anglophone dans le Québec d'aujourd'hui. Et si nous partageons plusieurs des valeurs et des principes qui constituent la charpente normative de la *Charte*, les pages de la revue seront ouvertes à des perspectives divergentes. Nous souhaitons publier des textes qui remettront en question certains aspects de la *Charte*. Par exemple, si cette dernière inclut certains droits sociaux économiques (articles 40, 45 et 46), ces droits pourraient certes être développés et précisés davantage. De plus, la *Charte* n'a pas été actualisée afin d'intégrer des droits dits de troisième génération comme les droits culturels et les droits environnementaux. Puisque les Cahiers souhaitent avant tout devenir un lieu de rencontre, d'interprétation et de confrontation, aucune position ne sera *a priori* exclue. Peu importe la teneur des arguments défendus, la pertinence, la rigueur et l'originalité seront nos premiers critères de sélection.

Un des leitmotivs de la revue sera d'animer et de promouvoir un certain *ethos démocratique* au Québec, c'est-à-dire une façon d'être et une façon de faire qui valorisent la délibération publique et l'implication citoyenne. Nous croyons que la qualité de notre vie démocratique dépend de la consolidation et de la multiplication des voies de passage entre les citoyens, l'État et les élus. Il faut impérativement raffermir les liens entre la société civile et l'État, non pas pour assujettir celle-là à celui-ci, mais pour faire en sorte que les décisions collectives

soient prises à l'aune d'une compréhension fine des positions défendues par les citoyens qui devront ensuite vivre avec ces décisions. L'idéal de la souveraineté populaire s'incarne aujourd'hui dans une forme éclatée et plurielle de démocratie délibérative plutôt que dans l'utopie d'une démocratie directe pure. Or, au Canada comme au Québec, les décisions viennent d'en haut et les consultations publiques sont trop souvent des échappatoires, des faux-fuyants et des mascarades (pensons par exemple au sort réservé respectivement à Ottawa et à Québec aux propositions de la Commission royale d'enquête sur les peuples Autochtones, de la Commission Clair sur le système de santé et du rapport Proulx sur la place de la religion à l'école). L'amélioration de la qualité du débat public, la multiplication des espaces délibératifs et le renouvellement des institutions représentatives sont donc clairement à l'ordre du jour des *Cahiers*.

Afin de participer, encore une fois modestement, à l'activation de cet ethos démocratique, nous comptons publier plusieurs textes portant sur différents aspects de la citoyenneté, de la participation politique, de l'éducation civique, du pluralisme et de l'interculturalisme. Nous tenterons aussi d'alimenter la réflexion sur les nouveaux modes de gouvernance et sur la nécessaire réforme de nos institutions politiques. De plus, tel que mentionné, pour joindre l'action à la parole, nous lancerons une série d'entretiens qui permettra à des citoyens de toutes les régions du Québec de prendre la parole, d'écouter, d'apprendre, de débattre et de réfléchir. Les *Entretiens du 27 juin*, lancés après chaque parution de la revue, se déplaceront en effet d'une région à l'autre afin d'éviter de résumer une fois de plus le Québec à sa métropole et à sa capitale. Nous en profitons d'ailleurs pour inviter explicitement les citoyens des différentes régions du Québec à nous offrir des textes et à corriger ainsi l'involontaire biais urbain des animateurs de la revue. Les détails concernant chaque entretien seront disponibles dans les pages de la revue ainsi que sur le site Internet des *Cahiers*: www.cahiersdu27juin.org

Voilà donc la signature, tel que nous l'imaginons aujourd'hui, des *Cahiers du 27 juin*. Le Québec dans lequel nous vivons n'est pas celui des fondateurs de *Cité libre* et s'apparente encore moins à l'Iran contemporain, où la génération montante, pourtant majoritaire, voit ses espoirs plus souvent qu'autrement étouffés par une élite conservatrice intransigeante. Il n'en demeure pas moins que beaucoup de travail reste à abattre pour faire du Québec une société plus juste, plus égalitaire et plus démocratique. La transformation sociale trouve son impulsion dans des idées neuves qui, en retour, s'inspirent et se dégagent de la pratique. À vous donc de vous approprier les *Cahiers* et d'en faire un vecteur de transformation sociale. Il suffit de tendre l'oreille et de s'ouvrir un peu les yeux pour réaliser qu'il y a ici beaucoup de gens qui ont des choses à dire et des visions à partager. Le succès de la revue dépendra davantage de l'implication de ses lecteurs que des intuitions et de la détermination de ses fondateurs.

La transformation sociale trouve son impulsion dans des idées neuves qui, en retour, s'inspirent et se dégagent de la pratique. À vous donc de vous approprier les Cahiers et d'en faire un vecteur de transformation sociale.

1. Foucault, Michel et Gilles Deleuze, « Les intellectuels et le pouvoir », *L'Arc*, n° 49, 1972.
2. Pelletier, Gérard, « Cité libre confesse ses intentions », *Cité libre: une anthologie*, Yvan Lamonde (dir.), Montréal, Stanké, 1991, p. 24.